

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.) COMMUN AUX LOTS N°1 et 2

**ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE et GARANTIES
DIVERSES » APPLICABLES A DIVERS TRAVAUX DE
RESTAURATION POUR LE COMPTE DE AGENCE NATIONALE DE
SÉCURITÉ DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTE
(A.N.S.M)**

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1,
R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

MARCHÉ PUBLIC SERVICE

Procédure n° 2025-155 -PAM-DAF-ANSM

SOMMAIRE

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 4

PRESENTATION DE LA CONSULTATION

ARTICLE 5

PRISE D'EFFET DU MARCHE – DUREE – RESILIATION

ARTICLE 6

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHE

ARTICLE 7

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

ARTICLE 8

ETABLISSEMENT DU CONTRAT

ARTICLE 9

SINISTRES

ARTICLE 10

PROTECTION DES DONNEES

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTE (A.N.S.M)
procède à une consultation en vue de mettre en place des contrats d'assurance « DOMMAGES
OUVRAGE et GARANTIES COMPLEMENTAIRES » et « TOUS RISQUES CHANTIER » destinés :

- Lot 1 : TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU SITE DE VENDARGUES
- Lot 2 : TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT ADMINISTRATIF ET DEPLACEMENT DU RESTAURANT DE VENDARGUES

ARTICLE 2

SOUSCRIPTEUR DU CONTRAT

AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTE (A.N.S.M)
143/147 Bld Anatole France
93285 SAINT DENIS

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame la Directrice Générale

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le dossier de consultation des entreprises du présent marché est composé de la liste des documents qui suit :

- Le règlement de la consultation commun aux deux lots ;

➡ Des pièces contractuelles constituant le marché prévalent les unes par rapport aux autres par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe « Eléments d'appréciation de l'assistance technique et des moyens consacrés à la gestion du contrat » propres à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots ;
- Les conditions générales de garanties propres à chaque lot ;
- Le cahier des clauses techniques particulières - conditions particulières de la garantie propre à chaque lot ;
- Les renseignements relatifs à l'opération de construction propre à chaque lot ;

➡ Des pièces générales constitutives du marché et applicables sont celles en vigueur au premier jour du mois de la remise des offres à savoir :

- Le code des Assurances ;
- Le code de la commande publique ;
- Le C.C.A.G. marchés publics de prestations intellectuelles selon l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 4

PRESENTATION DE LA CONSULTATION

➡ **Règlement général de la consultation :**

Le soumissionnaire devra respecter les dispositions contenues dans ce document qui fait partie intégrante du dossier de consultation.

➡ **Contrat en cours**

Le Pouvoir Adjudicateur n'est pas titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 du C.C.A.P.

➡ **Éléments d'appréciation :**

L'Assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante du risque présenté par l'ANSM et reçu tous les éléments d'information nécessaires à l'établissement d'un projet de contrat, en adéquation avec les préconisations du présent cahier des charges.

Il s'engage aussi à vérifier et à considérer comme valides, au moment de son offre, les pièces remises par le maître de l'ouvrage.

En cas de sinistre, l'Assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques

ARTICLE 5

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – RESILIATION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

➡ **Prise d'effet du marché - durée des garanties « DOMMAGES OUVRAGE – DOMMAGES IMMATERIELS – DOMMAGES AUX EXISTANTS » définies aux articles 1 et 2 des conditions générales de garanties « Dommages ouvrage » :**

La période de garantie commence au plus tôt, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise :

Avant réception lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations.

Après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé lors de la mise en demeure.

Après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement pour l'application des garanties « DOMMAGES IMMATERIELS »

➤ **Prise d'effet du marché - durée de la garantie « BON FONCTIONNEMENT » définies à l'article 2 des conditions générales de garanties « Dommages ouvrage » :**

La période de garantie **commence** au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé lors de la mise en demeure.

➤ **Prise d'effet du marché - durée des garanties « TOUS RISQUES CHANTIER » définies aux articles 1 et 2 des conditions générales de garanties « Tous risques chantier / responsabilité du maître d'ouvrage » :**

La période de garantie **commence** après le premier déchargement sur le site du chantier et se termine à la date de réception des travaux avec prolongation gratuite de 2 mois à compter de la réception prévisionnelle selon l'article 3 du CCTP ; en cas de réceptions multiples, la période de garantie se termine aux dates de réceptions partielles.

ARTICLE 6

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHE

➤ **Le cahier des charges :**

L'Assureur est considéré comme ayant accepté dans son intégralité l'ensemble des clauses et conditions de l'ensemble des pièces du Cahier des Charges.

➤ **La Tarification :**

Elle sera proposée distinctement pour la Formule de base.

Elle sera déterminée pour la durée du marché par :

- Un taux provisionnel exprimé en pourcentage H.T. et T.T.C appliqué sur le coût total estimatif TTC du chantier, honoraires compris
L'Assureur devra faire apparaître la prime H.T. et T.T.C. Totale
- Un ajustement exprimé en pourcentage HT et TTC appliqué sur le décompte définitif TTC des travaux et des honoraires
Il ne pourra être supérieur au taux provisionnel.

L'Assureur devra faire apparaître la prime HT et TTC totale.

ARTICLE 7

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et la date du marché,
- La désignation de la prestation exécutée,
- Le prix net H.T. de chaque prestation,
- Le taux et le montant des taxes en vigueur,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées.

Les entreprises devront déposer leur facture sur le portail Chorus Pro, via le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Il est rappelé que l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra s'assurer être en possession du n° de SIRET du budget concerné : 212 902 126 000 11

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché

ARTICLE 8

ETABLISSEMENT DEFINITIF DU CONTRAT

➤ Obligations à la charge de l'assureur :

L'assureur s'oblige à signaler à l'assuré par écrit recommandé avec AR et ce dans le mois qui suit la date de réception définitive des travaux, toute pièce manquante requise par lui et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

➤ Obligations à la charge de l'assuré :

L'assuré s'engage à informer l'assureur dès qu'il en a connaissance par écrit recommandé avec AR, de la date de réception des travaux.

L'assuré s'engage à fournir les pièces demandées par l'assureur dans sa proposition et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

ARTICLE 9

SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

- En vertu des articles R2143-3 du Code de la Commande Publique, il sera demandé au titulaire, de remettre au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :
- Une déclaration sur l'honneur indiquant que le titulaire ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la Commande Publique ;
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le titulaire a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. L'arrêté du 25 mai 2016 (modifié par l'arrêté 29 mars 2017) fixe la liste des administrations et organismes compétents, ainsi que la liste des impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ;

Le titulaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du code du travail :

- a) Un extrait d'un registre pertinent (extrait K ; K bis ; D1) ;
- b) Une attestation ORIAS en cours de validité pour les intermédiaires d'assurance ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

ARTICLE 10 MODIFICATION DU MARCHÉ

CLAUDE DE REEXAMEN

En application des articles R.2194-1 à R.2194-6 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les cas suivants :

1. Modification des caractéristiques du risque assuré

Toute évolution notable du projet de construction, telle que :

- variation du montant total des travaux déclarés lors de la souscription,
- modification du périmètre ou de la nature des ouvrages assurés,
- changement de destination des ouvrages, entraînera, le cas échéant, un ajustement des conditions contractuelles, y compris du montant de la prime.

2. Évolutions légales ou réglementaires

En cas de modification de la législation ou de la réglementation applicable en matière d'assurance construction, de dommages-ouvrage ou de responsabilités décennales, les stipulations du marché seront adaptées pour se conformer aux nouvelles dispositions.

3. Ajustement de la durée de la garantie

En cas de décalage dans la réalisation des travaux (avance ou retard), la durée de la garantie pourra être prolongée ou réduite, par avenant, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

4. Prestations ou garanties supplémentaires nécessaires

Lorsque des garanties ou prestations non prévues initialement deviennent indispensables du fait de circonstances imprévues, elles pourront être ajoutées au marché par avenant.

5. Modalités d'exécution

Toute modification relevant des cas ci-dessus donnera lieu à un avenant formalisant les ajustements techniques et financiers.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché, ni de dépasser les seuils prévus aux articles R.2194-5 et R.2194-6 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11

RENONCIATION DU TITULAIRE

Le Titulaire renonce expressément à :

- la possibilité de résiliation après sinistre, conformément à l'article **R.113-10** du Code des assurances ;
- la résiliation pour tout retard de paiement d'une prime ou fraction de prime résultant d'un retard administratif imputable au Pouvoir adjudicateur ou à son représentant.

ARTICLE 12

RESILIATION DU MARCHÉ

12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général : à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur peut procéder à une résiliation dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles issues du présent marché. Il devra cependant respecter le délai de préavis de résiliation de six (6) avant l'échéance principale du marché. Le Pouvoir Adjudicateur pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres Candidats.

Le Pouvoir Adjudicateur peut également résilier le marché :

- Si les circonstances aggravantes ayant justifié la cotisation disparaissent et que l'assureur refuse d'en réduire le montant (article L.113-4 du Code des assurances), le Titulaire rembourse la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.
- En cas de résiliation après sinistre par l'assureur d'un autre contrat dont le souscripteur serait titulaire (articles R.113-10 et A. 211-1-2 du Code des assurances)
- En cas d'inexactitude des renseignements **prévus aux articles R. 2143-3 à R. 2143-10 du Code de la commande publique**. Dans ce cas la résiliation sera prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques.
- En cas d'abandon définitif du projet par le maître de l'ouvrage quel qu'en soit le motif.
- En cas de changement du titulaire du marché ou, dans le cadre d'une coassurance, du changement d'un membre du groupement.

La résiliation ouvrira le droit à une indemnité pour le titulaire selon les dispositions du CCAG PI.

12.2. Résiliation à l'initiative du titulaire

Le Titulaire peut résilier le marché dans les cas prévus par le Code des assurances et notamment :

- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration des risques en cours de contrat ou dans les éléments de calcul permettant la fixation de la cotisation lorsque la mauvaise foi est établie. (Article L. 113-9 du Code des assurances)
- En cas d'aggravation du risque en cours de contrat, et après avoir proposée de nouvelles conditions d'assurance au Pouvoir Adjudicateur (article L.113-4 du Code des assurances). A réception des nouvelles conditions d'assurance le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître sa décision.

En cas de résiliation à l'initiative du Titulaire, la part de prime correspondant à la période non couverte est remboursée au Pouvoir adjudicateur au prorata temporis

ARTICLE 13

SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'Assureur s'engage à tenir régulièrement l'assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Obligations à la charge de l'assuré :

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'Assureur
- Le déclarer de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 5 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure
- La déclaration de sinistre devra comporter au moins les éléments suivants :
 - Le numéro de la police d'assurance
 - Le nom du propriétaire de l'ouvrage objet de la garantie
 - L'adresse de la construction endommagée
 - La date de réception ou à défaut, celle de la première occupation des locaux
 - La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et leur localisation
 - Une copie de la mise en demeure effectuée si la déclaration survient pendant la Période de parfait achèvement
- Communiquer à l'Assureur dans les 48 heures toute pièce de procédure reçue par lui
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

🔄 Obligations à la charge de l'assureur :

Verser l'indemnité dans les délais et selon la procédure prévue par le Code des Assurances.

🔄 Expertise :

L'expertise sera diligentée dans les conditions prévues par le Code des Assurances et l'article L 114-1 précisant notamment que « toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance ».

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance,
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'assuré à l'assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 14

PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 15

CONFIDENTIALITE

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, les documents, les études et les décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution et après l'échéance du marché.

Le titulaire et son personnel s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur. Le Pouvoir adjudicateur s'engage dans ce sens également.

ARTICLE 16

REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, la juridiction administrative compétente est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 Montreuil Cedex

Téléphone : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Télécopie : 01 49 20 20 99

Avant tout recours contentieux, les parties choisissent de saisir au préalable La Médiation de l'assurance

Dans un second temps, elles peuvent s'inspirer des dispositions de l'article R.2197-1 du Code de la Commande Publique afin de régler le différend né de l'exécution du présent contrat.